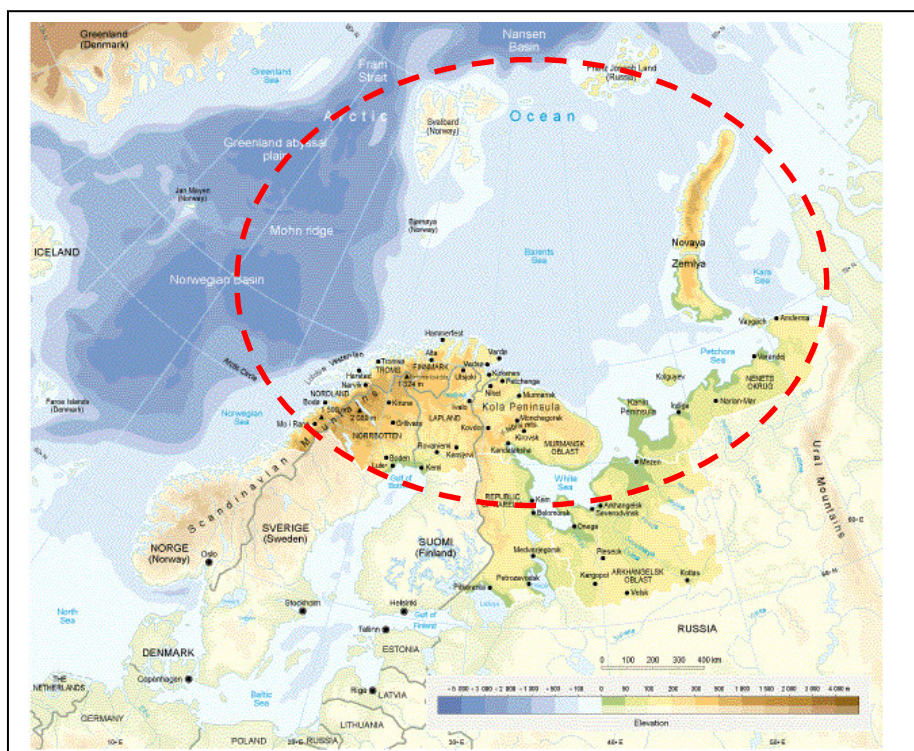


Le Grand Nord - Défis et Potentiels

Arild Moe¹ et Peter Johan Schei²

Introduction

Le « Grand Nord » est un concept encore mal défini. Dans le contexte de cette discussion, il englobe les territoires européens situés loin au Nord, incluant Svalbard et les régions côtières de la mer de Barents. Dans ces régions nordiques, la Russie et la Norvège ont un rôle dominant sur le plan territorial ainsi que sur celui des intérêts économiques. Nous observons à la fois une coopération bilatérale et multilatérale, mais également des conflits d'intérêt. Pendant la guerre froide, ces régions ont été vues en grande partie sur le plan international sous l'angle de la politique de sécurité. Dans les années 70, les questions relatives à la préservation de la nature sont également venues à l'ordre du jour. Aujourd'hui ces régions sont à nouveau d'actualité avec une attention particulière sur leurs ressources en hydrocarbure. Et dans les prochaines années, elles deviendront de plus en plus importantes pour les approvisionnements énergétiques en Europe.



Source : NOAA, Le Centre de Calcul Géophysique National 1988, Grille-Arendal 1995.

¹ Directeur adjoint, institut de Fridtjof Nansen, arild.moe@fni.no

² Directeur, institut de Fridtjof Nansen, pjs@fni.no

Cet article met en évidence non seulement les questions clés sur le plan politique et la gestion dans la région, mais introduit aussi le débat sur les défis auxquels devront faire face la Norvège et ses principaux alliés.

La Norvège en tant que fournisseur d'énergie vers l'Europe

Le plateau continental norvégien constitue approximativement 30 pour cent du plateau continental total de l'Europe. La production de pétrole a commencé au début des années 70, aujourd'hui la Norvège est le troisième plus grand exportateur net de pétrole brut dans le monde. Elle est également devenue un important fournisseur de gaz naturel en Europe, et le plateau continental norvégien est relié au continent par plusieurs gazoducs. La France reçoit environ 23 pour cent des exportations norvégiennes de gaz - En effet, la Norvège est son plus grand fournisseur de gaz, couvrant un tiers de sa consommation.

Depuis le début, les entreprises françaises ont joué un rôle important sur le plateau continental norvégien. Total détient maintenant des parts dans approximativement cinquante permis, et est opérateur dans neuf, dont un est situé sur une zone de production - Skirne. En outre, Total détient des parts dans des oléoducs et des gazoducs en Mer du Nord, dans des terminaux pour le gaz norvégien sur le continent et dans des centres de gaz en Norvège. Le grand gisement de gaz de Frigg a été l'une des principales sources de revenus, mais celui-ci est maintenant en train d'être fermé et la compagnie explore de nouvelles opportunités. Gaz De France est arrivée plus récemment sur le plateau continental norvégien, mais détient déjà des parts dans environ 25 permis, et a été choisi comme opérateur pour le champ de Gjøa quand il sera en production.

La majeure partie de la production norvégienne est située en Mer du Nord, où le rendement atteint un pic actuellement. Pendant la décennie passée, la plus grande contribution aux nouvelles ressources est venue de la mer de Norvège. Dans l'avenir sur le plan de la production, l'attention sera dirigée de plus en plus sur la partie nord du plateau continental, la mer de Barents. Quand les gisements de gaz existants au Sud commenceront à diminuer, une prolongation du réseau des gazoducs est imaginable au Nord, permettant ainsi de compléter la capacité des gazoducs de la Mer du Nord avec le gaz de la mer de Barents.

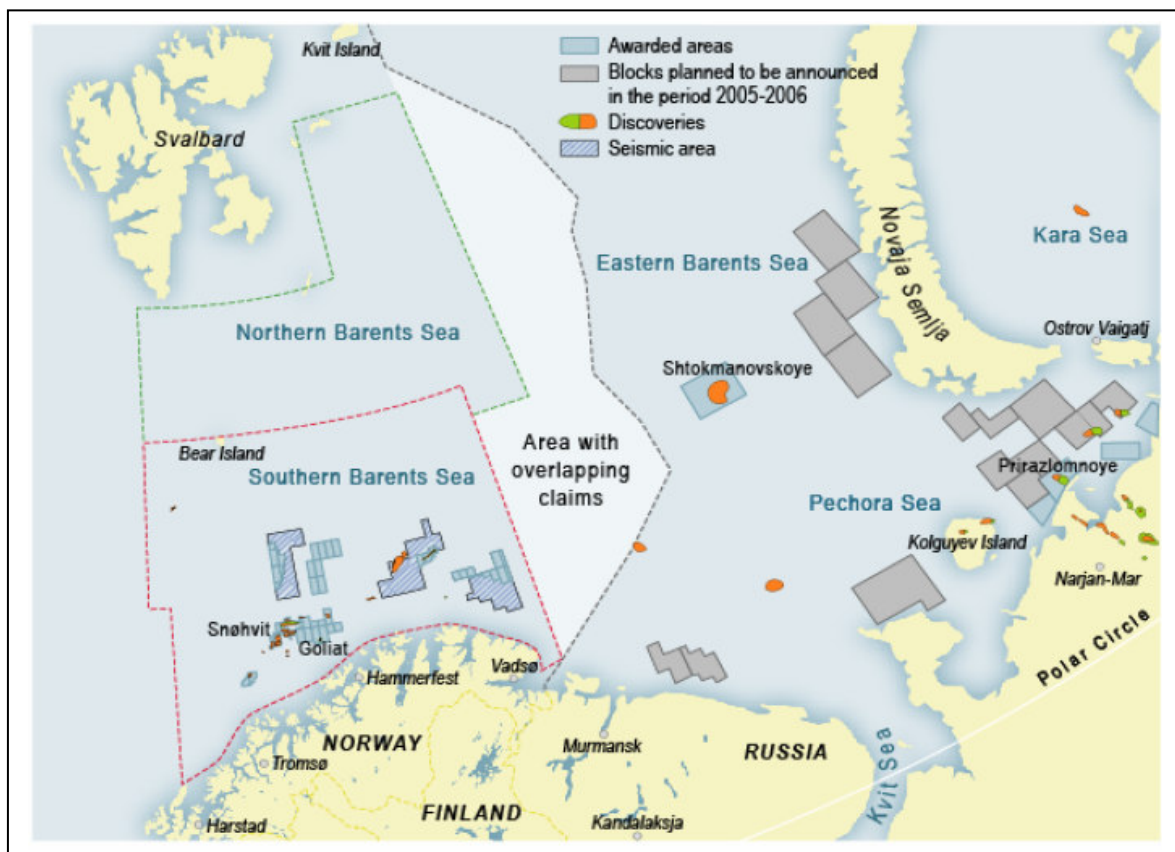
Le Grand Nord comme future source des approvisionnements en énergie

Le processus d'ouverture de certaines zones côtières norvégiennes de la mer de Barents pour la production pétrolière a commencé en 1979, et les premiers permis d'exploration en mer de Barents ont été attribués en 1980. Plusieurs découvertes ont été faites, mais seulement un champ - le gisement de gaz « Snøhvit » (blanche neige), découvert déjà en 1984, s'est avéré jusqu'ici suffisamment attrayant sur le plan commercial, pour une mise en exploitation. Il y a cependant, de grands espoirs actuellement, sur le potentiel du gisement de pétrole Goliat plus récemment découvert. L'activité d'exploration dans la partie norvégienne de la mer de Barents n'a pas été très intensive, avec seulement 63 puits d'exploration forés jusqu'à présent. L'estimation des ressources pétrolières non encore découvertes dans la partie norvégienne non

contestée de la mer de Barents est d'environ 850 m.t.e.p. (millions de tonnes équivalent pétrole), on s'attend à ce qu'un tiers soit en gaz naturel et deux tiers en pétrole. Le degré d'incertitude est cependant élevé, étant donné que beaucoup de secteurs n'ont pas encore été explorés.

Dans la partie russe de la mer de Barents, où les études géologiques ont commencé dans les années 70, trois gisements de gaz dans la catégorie « super géant » ont été découverts : le premier Shtokmanovskoye, et plus tard Ledovoye et Ludlovskoye, dans le nord-ouest de la partie russe de cette mer. Dans le sud-est de la mer de Barents, habituellement désignée sous le nom de la mer de Pechora, un grand nombre de zones géologiques prometteuses ont été identifiées et quelques champs pétrolifères plus petits ont été découverts. Ici aussi le forage d'exploration a été limité, avec approximativement 50 puits forés dans la totalité de la partie russe non contestée de la mer de Barents.

Découvertes et exploration en mer de Barents



Source : La Direction Norvégienne Du Pétrole

Selon les évaluations russes, il y a 4500 m.t.e.p. de ressources récupérables dans les zones géologiques qui ont été étudiées en détail. C'est davantage que *les réserves restantes*³ sur la totalité du plateau continental norvégien. Le gaz naturel est prédominant, mais il y a

³ Noter que ces classifications de réserve/ressource ne sont pas directement comparables. Les « réserves restantes » (norvégiennes) constituent une catégorie plus strictement définie que les « ressources récupérables » (russes).

également d'importantes ressources pétrolières. Bien qu'une incertitude considérable entache les estimations russes, il n'est guère douteux que le potentiel des ressources reste très substantiel.

Plus à l'Est, en mer de Kara, deux gisements supplémentaires de gaz dans la catégorie « super géant » ont été découverts, Leningradskoye et Rusanovskoye, ajoutant de très grands volumes à la base déjà énorme des ressources en mer de Barents.

En plus des ressources sur les zones non contestées des plateaux continentaux norvégiens et russes, là est la possibilité de trouver du pétrole dans le secteur controversé entre les deux pays (voir ci-dessous). Aucun forage n'a encore été effectué ici, mais des examens géologiques ont été réalisés avant 1982, quand les deux pays s'étaient mis d'accord sur un moratoire sur toutes les activités d'exploration dans le secteur. La majeure partie des études préliminaires a été effectuée par des organismes soviétiques, et les géologues russes ont régulièrement exprimé un optimisme considérable au sujet du potentiel de la région. Ces dernières années la réinterprétation des anciennes données géologiques avec un nouvel équipement et des méthodes analytiques améliorées semble avoir renforcé l'optimisme, et diverses cartes indiquant un grand gisement de gaz dans le secteur ont été mises en circulation. Mais cette certitude ne peut pas être validée avant qu'un forage ne soit réalisé.

Il n'y a aucun doute à ce que la base des ressources en mer de Barents est énorme et que le Grand Nord défini comme tel, viendra jouer un rôle de plus en plus important en tant que fournisseur d'énergie. Il y a cependant une grande incertitude concernant la synchronisation et les étapes de l'exploitation ainsi que les concepts de développement impliqués.

Développement industriel

Gaz naturel en pleine mer

Le premier gisement mis en production en mer de Barents sera « **Snøhvit** » (**blanche neige**) en 2007, ce sera le premier grand projet de Liquéfaction de Gaz Naturel (LGN) en Europe. Il est localisé au nord-ouest à 140 kilomètres de Hammerfest en Norvège dans le comté de « Northermost », Finnmark. Il a fallu de nombreuses années et plusieurs percées technologiques pour mettre au point le concept d'une mise en exploitation de ce gisement « Snøhvit ». Avec des réserves récupérables de 161 milliards de MCS.⁴ et de 18 millions de MCS de condensât, ce gisement sera mis en exploitation grâce à des installations sous-marines qui ont été érigées à environ 300 mètres de profondeur. Le gaz sera pompé vers le rivage où une installation de transformation a été construite. De là, le gaz sera liquéfié (LGN) et embarqué sur des navires gaziers en direction des marchés. Ce gisement est prévu pour produire approximativement 6 milliards de MCS annuellement. De ceci, 2.6 milliards de MCS ont été contractés par Statoil pour le marché Nord Américain et 1.6 pour l'Espagne,

⁴ Noter que la définition russe d'un Milliard de Mètre Cube (MMC) de gaz naturel correspond à légèrement moins d'un milliard de Mètres Cubes Standard (MCS) utilisé dans la production norvégienne de gaz.

tandis que 1.7 milliard de MCS seront vendus par les autres principaux partenaires, à savoir Total et Gaz de France.

Le champ russe de gaz et de condensat de **Shtokmanovskoye**, situé à 650 kilomètres du nord-est de la ville de Mourmansk et à 540 kilomètres du rivage, a été découvert en 1988. Il est l'un des plus grands gisements mondiaux de gaz en mer, avec des réserves prouvées de 3200 MMC (Milliards de Mètre Cube). C'est environ deux fois plus que le gisement de Troll en Mer du Nord, actuellement le plus grand en exploitation dans le monde. Shtokmanovskoye contient également 31 millions de tonnes de condensat, augmentant ainsi son intérêt commercial. Cependant, les difficultés techniques pour exploiter ce gisement sont substantielles, comme la distance au rivage, la profondeur d'eau (quelques 280 à 380 m), les glaces dérivantes, et les hautes vagues, tout cela pose problème.

Le concept original de développement a nécessité un volume annuel de production d'environ 60-70 milliards de mètres cube et un gazoduc en Europe de l'Ouest. Mais celui-ci n'a jamais reçu suffisamment d'appui, principalement parce que du gaz moins cher était disponible sur le sol en Russie. La situation a changé complètement en 2003, quand un nouveau concept pour l'exploitation du secteur a été présenté - projet autonome de LGN centré sur le marché nord américain, qui est maintenant perçu avec un potentiel beaucoup plus important que quelques années plus tôt. L'attrait politique pour la diversification des approvisionnements énergétiques des Etats-Unis a également été utile à cet égard. En outre, les percées technologiques ont permis de rendre plus réalisable l'exploitation du gisement du plus grand projet mondial de LGN. La plupart des grandes compagnies pétrolières ont montré un intérêt en participant au projet, et bon nombre d'entre elles ont signé accord de coopération avec Gazprom, qui détient la licence d'exploitation pour le gisement par l'intermédiaire de sa filiale Sevmorneftegaz. En septembre 2005, Gazprom a annoncé une liste restreinte d'entreprises pour le dernier tour des négociations, composé de Conoco Phillips, Chevron, Total, Hydro et Statoil. Selon Gazprom, deux ou trois compagnies seront choisies dans les prochains 6 mois.

Le concept actuellement à l'étude implique la production annuelle d'environ 20 milliards de mètres cubes, qui en feraient de loin le plus grand projet mondial de LGN. Les phases suivantes pourraient inclure une capacité additionnelle de LGN et/ou la construction d'un gazoduc au Sud. Le rendement annuel pourrait atteindre 70-80 milliards de mètres cubes.

Un projet de LGN ne concurrencera pas les autres sources d'approvisionnement en gaz russe en direction de l'Europe. Au contraire, il ouvrira de nouveaux marchés pour le gaz russe, ce qui est un objectif clairement défini et stratégique pour Gazprom. Cependant, le développement du projet est loin d'être certain. Une question cruciale est le futur prix du gaz sur le marché nord américain, et le risque partagé à cet égard. Même si un groupe d'entreprises en étroite collaboration est sélectionné selon un calendrier au début de l'année prochaine, de complexes négociations subsistent avant que le développement ne puisse commencer.

Si le projet est finalement réalisé, il nécessitera une phase de construction de vaste ampleur impliquant des fournisseurs de plusieurs pays et la présence d'une foule de nouveaux acteurs dans la région. Mais ce développement peut avorter face aux procédures bureaucratiques et aux structures sécuritaires du nord-ouest de la Russie. Une illustration récente de tels problèmes est fournie par les dispositions accompagnant une proposition pour des études géologiques dans, entre autre, la mer de Pechora publiée en octobre 2005 : Seules les compagnies russes peuvent y participer, les spécialistes étrangers doivent obtenir au préalable l'aval du ministère de la défense, qui décide au cas par cas. Si le développement du gisement de Shtokmanovskoye doit aller de l'avant, il y aura un véritable besoin d'alléger les procédures administratives de fonctionnement pour maintenir de bonnes relations entre la bureaucratie soviétique et les acteurs non Russes. Pour les associés russes et étrangers de Shtokman, il sera crucial d'éviter de déranger la progression d'un tel projet si onéreux et si sensible sur le plan temporel.

Production de pétrole en mer - mer de Pechora

Le plus grand champ de pétrole identifié en mer de Pechora est **Prirazlomnoye**, situé à 57 kilomètres de la côte, à une profondeur de 20 m sous l'eau. Le forage a commencé en 1989 et depuis, quatre puits ont été réalisés. Ce gisement est censé contenir environ 80 millions de tonnes de réserves de pétrole exploitable, suffisamment pour assurer une production annuelle de 7,5 mt. Les défis techniques soulevés par la construction d'une plate-forme sous-marine à Sevmarsh dans Severodvinsk en dehors d'Arkhangelsk se sont avérés plus importants que prévu, et le projet a été retardé plusieurs fois. Il a été également particulièrement difficile de rassembler les ressources financières suffisantes. Plusieurs partenaires non russes entrés puis sortis du projet, y compris l'australien BHP et l'allemand Wintershall AG. D'autres ont été sollicités mais ont décliné l'offre, parmi elles les entreprises norvégiennes, trouvant le projet trop risqué et/ou pas attrayant sur le plan commercial. Actuellement le projet est développé par Sevmorneftegaz une filiale de Gazprom's, qui emploiera le pont d'une plate-forme désarmée de la Mer du Nord placée sur la base de la plate-forme en construction à Sevmarsh. De nouveaux retards ont été rapportés cette année, faisant de 2007 la date de mise en service la plus proche possible.

Le ministère russe des ressources naturelles maintient que la production de pétrole en mer de Pechora pourrait atteindre un niveau de 50-60 millions de tonnes d'ici 2020, à condition qu'une série de nouveaux gisements puissent être exploités. A la date d'aujourd'hui, il y a une variation considérable entre les objectifs fixés et le processus d'autorisation toujours très lent jusqu'ici. Des plans pour une série d'autorisations dans les mers russes de Barents et de Pechora, y compris 16 permis combinés d'exploration et de production, ont été publiés il y a quatre ans, mais n'ont toujours pas été mis en application. D'autre part, il est raisonnable de s'attendre à l'annonce d'une série d'autorisations après l'adoption prévue d'une loi révisée sur les ressources souterraines début 2006.

En plus du potentiel en mer, nous assistons à un développement très significatif des ressources pétrolières terrestres dans la province pétrolifère de Timan-Pechora, dans le secteur autonome de Nenets. Ici le rendement espéré est d'atteindre 35-40 millions de tonnes d'ici 2010, et une grande partie sera exportée par la mer de Barents. L'exploitation en mer et terrestre sont là pour donner à la région une nouvelle signification géopolitique. Cette importance est bien entendue, également influencée par les développements dans d'autres secteurs importants de la production d'énergie dans le monde, l'instabilité continue au Moyen-Orient contrastant avec la situation actuelle dans le Nord.

Issues politiques

La région est toujours caractérisée par une flotte du nord russe très importante, ainsi que par d'autres concentrations militaires dans la région, mais les niveaux d'activité sont descendus depuis la dissolution de l'URSS et la diminution des tensions Est-Ouest. La sécurité et les objectifs militaires ne sont plus la priorité principale, mais demeurent un facteur important dans le développement de la région.

La coopération régionale dans le cadre de la Région Euro-Arctique des Barents (REAB) était une initiative majeure, initiée par la Norvège en 1992. La région englobe les régions situées le plus au Nord de la Norvège, de la Suède et de la Finlande aussi bien que cinq secteurs (régions) du nord-ouest de la fédération russe. La Commission de l'UE est un membre à part entière de l'organisme le plus élevé, le Conseil des Barents, avec les pays membres de la REAB, plus le Danemark et l'Islande. Neuf pays, y compris la France, ont le statut d'observateur. En pratique, la REAB est devenue un cadre de travail pour de nombreux projets coopératifs au niveau régional, principalement pour les projets de personne à personne dans les sphères sociales, culturelles et environnementales. Les régions maritimes sont exclues des projets de la REAB, étant donné les conflits d'ordre juridictionnels. Jusqu'ici, la REAB n'a pas servi de forum de discussion dans le cadre de plus grands développements dans la région, où les priorités nationales sont en jeu et où le secteur maritime suscite un grand intérêt.

Les questions sur la gestion de l'environnement et des ressources

La vulnérabilité de l'environnement nordique est une question centrale dans le mode de penser norvégien dans le Grand Nord. Les problèmes liés à l'environnement incluent ici la conservation de la faune sauvage et de la biodiversité, ainsi que les environnements normaux primitifs, mais ils sont également reliés aux intérêts économiques spécifiques : la pêche. La mer de Barents est l'une des mers parmi la plus productive au monde et est très riche sur le plan piscicole, particulièrement pour la morue à haute valeur ajoutée. Les intérêts relatifs à l'environnement et à la pêche craignent que la pollution et les enjeux liés aux activités pétrolières aient un effet négatif majeur sur la biodiversité et les ressources halieutiques, et puissent réduire le nombre des captures ou diminuer la valeur des poissons de la mer de Barents. Ces craintes sont justifiées par les résultats des centres de recherches marines et par l'expérience provenant ailleurs dans le monde.

Pour ces raisons, la Norvège a procédé avec précaution lors de la mise en exploitation de ses ressources d'hydrocarbure dans le Nord. Le souci de préserver l'environnement et l'impact possible sur la pêche ont limité la portée de l'exploration pétrolière - en termes d'étendue géographique et de rapidité de mise en oeuvre. Il y a une discussion houleuse en cours au sujet des zones qui seront ouvertes à l'exploration et à la production. Un nouveau rapport d'évaluation sur l'impact de l'activité pétrolière en mer de Barents a été élaboré dans la période 2002-2003. Sur la base de cette évaluation, le gouvernement norvégien a décidé en 2003 de poursuivre l'activité pétrolière dans les zones précédemment ouvertes dans la partie méridionale de la mer de Barents, à l'exception de quelques régions particulièrement vulnérables. Des règlements sur la préservation de l'environnement plus stricts qu'ailleurs, sont mis en application sur le plateau continental norvégien, dans les secteurs où l'activité pétrolière est autorisée. Le gouvernement norvégien prépare également un plan exhaustif pour la gestion intégrée de la mer de Barents, qui sera finalisé en 2006, et qui vise à résoudre les conflits d'intérêts et les problèmes soulevés. Le plan est prévu pour être en conformité avec les traités internationaux et les processus en cours soulignent le besoin réel d'une gestion intégrée des ressources et la prise en compte des questions environnementales dans les régions maritimes. Une des questions les plus délicates sur le plan politique est ici l'établissement de zones sanctuaires - Comme les ZMPS (Zones Maritimes Particulièrement Sensibles) selon les normes et les directives de l'OMI (Organisation Maritime Internationale), ou d'autres catégories de régions maritimes protégées où l'exploration pétrolière ne serait pas autorisée. Ce plan de gestion global sera un facteur important et déterminant pour l'ouverture supplémentaire de nouveaux secteurs pour l'exploration et la production. Ici, il convient de noter que le gouvernement norvégien a explicitement déclaré que le processus ne vise pas à ouvrir la partie Nord norvégienne de la mer de Barents aux activités pétrolières.

Avec le trafic croissant de pétroliers en dehors des eaux territoriales norvégiennes, le danger de marée noire est maintenant identifié comme une menace immédiate pour l'environnement et pour la pêche. Des mesures pour contrôler le trafic ont été étudiées, notamment la possibilité d'établir une ou plusieurs ZMPS. C'est principalement à cause de ces problèmes que la Norvège a étendu sa zone territoriale maritime de 4 à 12 miles nautiques à la date du 1^{er} janvier 2004. Maintenir les navires à un niveau de standard élevé est un autre point important, où les processus de décision au sein de l'UE sont tout particulièrement concernés. Cependant les analyses récentes indiquent que le standard des pétroliers russes dans le secteur est généralement élevé.

Avant l'augmentation rapide des exportations de pétrole ces dernières années, le risque majeur perçu dans ces régions sur le plan de l'environnement était d'origine nucléaire : accidents impliquant des installations nucléaires, sous-marins déclassés et armes militaires, ainsi que la manipulation et le stockage de combustible nucléaire. Ces problèmes n'ont pas été résolus, mais sont aujourd'hui dans un domaine où la coopération internationale s'avère relativement fructueuse, et sont sous un meilleur contrôle, de ce fait, leur perception a changé. Les questions nucléaires sont maintenant perçues comme une menace potentielle, mais ne

constituent plus actuellement un problème écologique majeur. La contamination radioactive de l'océan est demeurée très faible.

Vu de Norvège, il est évident que les menaces environnementales émanent principalement des activités du côté russe. La Norvège n'a aucun contrôle direct de ces activités, mais des contacts et une certaine forme de coopération avec la Russie – existent par l'intermédiaire du Conseil Arctique, la REAB et de façon bilatérale, aux niveaux régionaux et centraux - sont activement favorisés afin de développer une compréhension commune face aux défis environnementaux, de même que des mesures visant à augmenter la sûreté des opérations et du transport en mer. Pour la Norvège, il serait clairement souhaitable d'avoir une plus grande coalition internationale afin d'obtenir un consensus sur les questions et les défis spécifiques à l'environnement dans la région.

La fédération russe a de nombreux intérêts communs avec la Norvège en ce qui concerne la protection de la nature et les ressources dans le Nord, et a reconnu officiellement l'importance des questions environnementales. La Russie possède un système bien établi pour évaluer l'impact sur l'environnement de toutes sortes de projets industriels, ainsi que des réglementations qui dans plusieurs cas sont même plus strictes qu'en Norvège. Cependant, les évaluations des incidences sont habituellement effectuées avec une étape de retard dans le développement de projet, et la Russie manque d'une approche plus intégrée à la planification avant que les différents projets ne soient lancés. Des questions ont également été soulevées en ce qui concerne *la conformité* aux lois et aux règlements étendus et complexes. Les autorités russes ont signalé leur bonne volonté de discuter des améliorations dans le cadre légal et institutionnel, basé sur les expériences des autres pays.

La Pêche

La Norvège et la Russie ont une coopération de longue date dans la gestion des ressources halieutiques. La gestion russo-norvégienne des stocks de poissons de la mer de Barents a été mise en place en liaison avec l'introduction de la Zone Economique Exclusive des 200 miles (ZEE) en 1976. Puisque les stocks halieutiques traversent les frontières nationales, les ressources de la pêche sont gérées conjointement pour la totalité de la mer de Barents. Dans le cadre d'un accord d'accès réciproque, les navires des deux états côtiers peuvent prendre une certaine partie de leur quote-part dans la ZEE de l'autre. Le même principe s'applique aux tiers qui ont reçu des quotas de la Norvège ou de la Russie. Tandis que le total des prises pour chaque espèce est négocié sur une base annuelle, la proportion des prises pour les deux pays est fixe, avec un quota pour les deux espèces les plus importantes, la morue et l'aiglefin, divisé à 50/50.

Un système d'application russo-norvégien sur la mer de Barents a été mis en place depuis 1993. Pendant les années 90, la gestion commune russo-norvégienne de la pêche a été généralement considérée comme une réussite. Mais parfois il y a eu un désaccord en ce qui concerne le nombre total de prises, et ces dernières années ont vu une préoccupation

croissante au sujet de la pêche illégale. Selon la direction norvégienne de la pêche, dans le passé, ce type de pêche a constitué environ 100.000 tonnes sur une base annuelle - ou 25 pour cent au-dessus du quota de 2005. Ce problème a été mis en relief récemment avec l'affaire du chalutier russe *Elektron* (voir ci-dessous).

Si la gestion raisonnée des stocks halieutiques est l'intérêt à la fois de la Russie et de la Norvège à court terme, elle est également liée aux approvisionnements alimentaires à long terme de plusieurs pays européens. Mais la question de l'accès à ces eaux pour les pêcheurs des autres pays européens est un sujet particulièrement sensible. Lors de la cession d'octobre 2005 des négociations bilatérales annuelles, environ 15 pour cent du quota total pour la morue a été réservé pour les pays tiers.

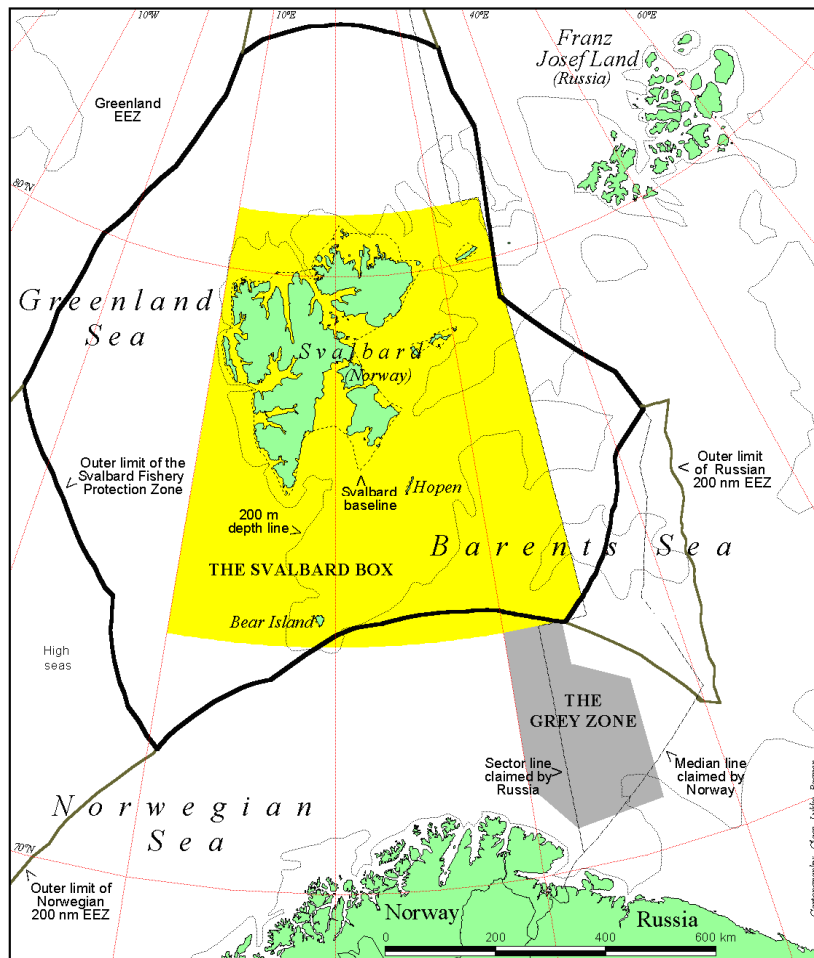
Issues juridictionnelles

La région contestée.

La Norvège et la Russie n'ont toujours pas mis un terme à leur désaccord au sujet de la *délimitation* maritime de la ZEE et du plateau continental norvégien en mer de Barents. La Norvège soutient l'équidistance ou le principe de la ligne médiane, tandis que la Russie plaide pour le principe de la ligne de zone. L'enjeu est une aire contestée d'environ 176 000 kilomètres carrés. Dans les négociations, qui se sont poursuivies depuis maintenant 35 ans, le côté russe a proposé à ce que la Norvège et la Russie établissent un régime coopératif pour l'exploitation en commun des ressources d'hydrocarbure dans ce secteur - avant qu'une ligne de délimitation ne soit tracée. La position norvégienne a été d'affirmer qu'une coopération pour l'exploration et la production ne pourrait être établie, qu'après l'élaboration d'une ligne ferme de délimitation validée par les deux partis. Il n'est pas facile de réconcilier ces positions divergentes, mais ces dernières années les deux côtés ont commencé à discuter sur l'hypothèse d'un éventuel accord de coopération, arrangement qui pourrait être mis en application une fois qu'une ligne de délimitation est finalisée.

Un arrangement ponctuel avec une juridiction parallèle dans le secteur contesté, a été mis en place en 1978, en attendant qu'une ligne de délimitation puisse être tracée. La zone grise résultante recouvre partiellement le secteur contesté mais contient également une section de la zone norvégienne non discutée ainsi qu'une petite partie de la zone russe. Cet arrangement a été renouvelé sur une base annuelle. Dans la zone grise, la Norvège contrôle ses propres pêcheurs ainsi que les navires sous licence norvégienne, tandis que les navires russes et les navires tiers pêchant avec des permis d'origine russe sont contrôlés par la Russie.

Frontières et conflits d'intérêts en mer de Barents



Svalbard

L'archipel de Svalbard (Spitsbergen) est sous souveraineté norvégienne depuis que le Traité de Spitsbergen de 1920 est entré en vigueur. Mais bien que la Norvège dispose de la pleine et absolue souveraineté sur l'archipel, celle-ci est revêt quelques limitations. La Norvège ne peut pas faire de distinction sur les sujets des autres pays signataires quand ils font référence à la plupart des formes d'activité économique, ni bénéficier de l'imposition de taxes plus élevées que nécessaire pour l'administration de ces îles. En réalité, la Norvège a subventionné leur administration jusqu'à un degré très substantiel.

Alors que le traité définit l'archipel grâce à ses coordonnées géographiques, il ne précise rien au sujet des régions maritimes constituées par les eaux territoriales ou le fond océanique. L'extension des dispositions du Traité de Spitsbergen est une source de polémiques. La Norvège tient à ce que les limitations du traité sur sa juridiction ne s'appliquent pas aux zones

maritimes et au plateau continental autour de Svalbard en dehors des eaux territoriales, maintenant 12 mn (miles nautique), et que le secteur au fond de la mer soit sujet à la juridiction norvégienne sans restriction. Cette interprétation repose sur le principe que les limitations de souveraineté dans les traités internationaux devront être traduit par la signification ordinaire du texte ou de façon restrictive. Du point de vue de la Norvège, le plateau continental autour de Svalbard est la suite du plateau continental norvégien, et elle pourrait établir une ZEE ordinaire de 200 miles autour des îles, si elle le souhaite. Quelques Etats signataires se sont montrés réservés face à l'interprétation norvégienne du traité. Quelques-uns ont protesté, soutenant que les restrictions du traité s'appliquent au delà de la région maritime territoriale, et que l'archipel a droit à sa propre ZEE et à son propre plateau continental – afin d'être gouverné de la même manière que les îles. La position de la Russie est que les eaux autour de Svalbard sont internationales, alors que le plateau continental doit être soumis aux dispositions du Traité de Spitsbergen.

Comme solution pratique au règlement de la pêche et pour éviter les conflits d'intérêts au sujet de l'interprétation du Traité de Spitsbergen, la Norvège a établi une zone de pêche protégée avec des règlements non discriminatoires dans la région en 1977. Cette solution a généralement bien fonctionné dans la pratique. Les navires avec un quota pour la mer de Barents acceptent les inspections norvégiennes sur les prises et la maille des filets etc. et en général respecte les règlements sur la pêche, tels que la fermeture temporaire de certaines zones. Ceci inclut les navires russes, mais ces derniers ont refusé de signer les protocoles d'inspection. Pour les navires russes et norvégiens, il n'y a aucun quota spécial pour la zone de pêche protégée : leurs navires pêchent sur des quotas valables pour toute la mer de Barents. Cependant, il y a eu quelques incidents impliquant des navires islandais et espagnols - et également des navires russes ces dernières années. En 2001, un chalutier russe a été arrêté pour la première fois et ramené à un port norvégien. Ceci a entraîné des protestations verbales des Russes. Les autorités soviétiques ont soutenu que la Norvège n'avait aucun droit d'arrêter un navire dans ce qu'ils considèrent comme les eaux internationales. Un épisode semblable s'est produit en octobre 2005, quand le chalutier russe *Elektron* a été arrêté, il a fuit le garde côte norvégien et s'est échappé dans les eaux territoriales russes avec deux inspecteurs norvégiens à bord. Le ministre des affaires étrangères russe a réitéré sa position officielle sur la juridiction dans la zone de pêche protégée, mais des réactions officielles ont été soumises de parts et d'autre – en contraste total aux réactions des pêcheurs de la région de Mourmansk contre lesquels a été mentionnée une infraction injustifiée sur leurs droits. En fait, la Russie est ici face à un dilemme, puisque les pêcheurs russes sont les plus actifs dans la région, et qu'environ un quart du quota de la mer de Barents du pays est pris là. La Russie aurait beaucoup à perdre si la juridiction norvégienne était abandonnée.

Le désaccord au sujet du régime adopté pour le plateau continental autour de Svalbard n'est pas devenu particulièrement brûlant, puisqu'il est demeuré incertain si la région dispose effectivement, de structures géologiques prometteuses de gisements d'hydrocarbures. Peu est connu, parce que seul des examens sismiques très limités ont été effectués. Le conflit

potentiel n'est pas relatif aux droits souverains de la Norvège, mais au sujet de la base de la juridiction norvégienne : s'il doit être le droit moderne de la mer - fournissant à l'état côtier des droits étendus, ou bien le Traité de Spitsbergen - avec ses limitations sur la juridiction norvégienne, comme décrit ci-dessus.

Bien que la Norvège ait reçu peu de soutien sur le principe de la juridiction norvégienne sans restriction sur le plateau continental autour de Svalbard, l'alternative – une solution de plateau basé sur le Traité de Spitsbergen - ne serait pas nécessairement attrayante pour d'autres états. Le Traité de Spitsbergen et le code d'extraction minière qui l'accompagne, sont des instruments juridiques à l'état brut, qui ne peuvent pas fournir une base suffisante pour la gestion saine des ressources et la résolution des conflits entre les ayants droit. Le conflit potentiel avec d'autres parties rendrait très risqué tout engagement dans la région d'un point de vue commercial. Les opérations dans ces conditions pourraient également devenir inacceptables sur le plan international, pour des raisons environnementales.

Il n'y a pas eu jusqu'ici beaucoup de défis réels à l'autorité norvégienne. Mais en 2003 et 2004 une compagnie géologique russe a effectué des études géologiques sur le plateau continental autour de Svalbard au nom du ministère russe des ressources naturelles. La Norvège a accordé la permission pour la réalisation de ces études préliminaires comme recherche scientifique en accord avec la convention sur le droit maritime. L'objectif de ces expéditions a inclus cependant l'identification des zones éventuelles susceptibles de contenir du pétrole et du gaz, ce qui a mené droit au conflit avec l'interdiction norvégienne de toute exploration pétrolière à des fins commerciales dans la région.

Même si les arguments juridiques au sujet du plateau continental autour de Svalbard s'opposent, il y a des conflits d'intérêts fondamentaux entre plusieurs signataires du Traité de Spitsbergen, et il y a également quelques problèmes communs récurrents. Toutes les parties en présence peuvent espérer présenter un intérêt pour la gestion efficace des fonds océaniques autour de Svalbard, afin d'éviter un conflit entre opérateurs et ainsi protéger l'environnement. Sur les questions fiscales, les vues diffèrent cependant, et les parties autres que la Norvège seraient heureuses de voir un régime où l'emprise du gouvernement serait réduite, comme sur les îles de Svalbard.

Il reste à voir comment ces questions seront traitées. Cela dépendra beaucoup des attentes en ce qui concerne le potentiel des ressources. Si les espérances sont grandes, la pression sur la Norvège pour ouvrir le plateau nordique de la mer de Barents doit être anticipé. Mais dans la pratique, il est difficile d'imaginer des activités commerciales étendues à l'ensemble de la région autour de Svalbard sans le consentement norvégien, puisqu'on peut assumer que tous les états intéressés ainsi que les entreprises auront besoin ici d'une certaine forme d'administration de leurs activités. Comme mentionné précédemment, le Traité de Spitsbergen ne constitue pas une base suffisante pour une telle administration. Cette vue d'ensemble

suggère qu'il existe encore une marge de manœuvre pour prendre et donner entre les ayants droit.

Intérêts et acteurs

La présence d'une multitude d'acteurs et d'intérêts dans le Nord ont rendu les choses plus compliquées que pendant la guerre froide. Les acteurs étatiques présentent des intérêts très variés et divergents, tandis que les acteurs non-étatiques ont joué jusqu'à présent un rôle précurseur.

La Norvège a eu des difficultés pour développer une politique cohérente pour le Grand Nord. La variété des intérêts et des questions ont contribué à dessiner une politique dans différentes directions : le développement régional au Nord, l'industrie en pleine mer, la pêche, l'environnement, et les problèmes de sécurité. Un livre blanc a été publié par le gouvernement en avril 2005, soulignant le besoin d'une approche intégrée, mais sans vraiment résoudre les contradictions existantes au sein de la politique norvégienne.

Le secteur contesté avec la Russie demeure une question majeure, mais n'est pas un problème insurmontable. La résolution du conflit sur la délimitation signifierait qu'un secteur prometteur pourrait s'ouvrir pour les activités pétrolières. On pourrait également souligner qu'une solution ajouterait une certaine stabilité à la région tout entière et rendrait les investissements plus attrayants. La Norvège a naturellement ses propres intérêts économiques à prendre en considération mais est dans le même temps préoccupée d'établir une situation stable où la Russie et la Norvège ne sont pas les seuls acteurs.

La Norvège est très satisfaite de voir que la sauvegarde de l'environnement est l'une des grandes priorités du développement pétrolier au Nord, dans le cadre de l'exploitation de gisement, aussi bien au niveau du plateau continental russe, mais également pour le transport du pétrole proprement dit. Tandis que la Norvège ne peut pas directement intervenir sur les développements du côté russe, elle peut en revanche soutenir les améliorations sur le plan de la politique et de la réglementation soviétique. L'industrie pétrolière norvégienne considère que la manière la plus efficace d'influencer la Russie est de montrer par exemple comment les choses peuvent être faites réellement : en développant les gisements norvégiens dans le Nord qui sont dans des conditions similaires au côté russe. Mais comme souligné précédemment, un large consensus international au sujet des problèmes environnementaux, des normes et des conditions requises serait souhaitable.

Il est difficile de connaître avec exactitude les intérêts de l'Etat *russe* et ses priorités en ce qui concerne le Grand Nord. Il n'y a eu aucune volonté forte pour exploiter les ressources en mer, en dépit de leur mention occasionnelle dans le contexte du développement régional. Les villes et les régions du Grand Nord ont eu de grandes difficultés à trouver leur place dans le nouveau contexte économique de la Russie. Le développement du secteur énergétique est considéré comme l'une des solutions alternatives pour le développement économique.

Jusqu'ici, les ressources en mer du côté russe ont été considérées comme des réserves à long terme, tandis que l'exploitation des hydrocarbures sur le continent a été une priorité. Les militaires avaient l'habitude d'être un frein important au développement en mer. Maintenant leur influence s'est affaiblie, et ils sont devenus également plus nuancés dans leur attitude. Toujours est-il, qu'ils ont leur mot à dire dans le développement en mer, et sont toujours considérés comme sceptiques à toute présence étrangère. En outre les autorités civiles n'ont pas souhaité que les entreprises étrangères deviennent des acteurs dominants sur le plateau continental du nord de la Russie. Elles ont souhaité que les compagnies russes développent un savoir-faire suffisant pour rester aux commandes des opérations en mer. Mais les compagnies pétrolières russes ont montré un intérêt limité et ont exercé peu de pression sur les autorités d'accélérer l'autorisation en mer, étant terrestres occupées. Elles sont susceptibles, cependant, de mobiliser, si un signal de compagnie suscite un intérêt. Le prochain essai d'intérêt viendra avec la deuxième série d'autorisations en mer russe de Barents, qui a été remise à plus tard plusieurs fois.

Le projet de Shtokmanovskoye semble s'orienter dans une direction différente aujourd'hui. Il a bénéficié pendant longtemps d'un simple appui symbolique. Il semble qu'il ait maintenant une convergence d'intérêts sur le plan géopolitique et commercial - et l'acteur russe est une compagnie détenue par l'Etat. Le marché potentiel pour la LGN en mer de Barents peut également éveiller l'intérêt russe pour le secteur contesté. Si cette zone contient de grands gisements de gaz, comme le laisse entendre les spéculations, il est peut-être plus facile et moins cher d'exploiter un tel gisement que Shtokmanovskoye.

En Norvège, il y a eu des spéculations sur la possibilité que la Russie essaye de lier les pourparlers sur la délimitation avec la question de l'accès des compagnies norvégiennes au continent russe.

Quant à l'intérêt renouvelé *des Etats-Unis* pour le Nord, il est assurément lié aux approvisionnements énergétiques. La diversification des approvisionnements loin du Moyen-Orient et l'augmentation du rôle du gaz naturel est devenue un thème majeur de la politique américaine, et Washington a fourni un appui à la fois politique et économique pour le développement de nouvelles sources d'approvisionnement. Le projet de Shtokmanovskoye et les exportations de pétrole du nord ouest de la Russie, sont deux sujets qui ont été discutés au plus haut niveau de l'Etat lors des dialogues russo-américains sur l'énergie. Mais même si le gouvernement des Etats-Unis y trouve son intérêt, les décisions concrètes sur le terrain dépendent toujours des entreprises privées.

Comment un vif intérêt des Etats-Unis pour le développement de nouvelles sources d'approvisionnement dans la région peut-il influencer la question sur la délimitation? La politique américaine sera-t-elle nécessairement en ligne avec les intérêts norvégiens? Les Etats-Unis pourraient-ils faire pression sur la Russie pour aboutir à une solution sur la question de la

délimitation, afin d'obtenir l'ouverture de la zone contestée à l'exploration. D'autre part, si la Norvège est considérée comme un frein sur l'exploitation pétrolière dans le Nord, les Etats-Unis pourraient faire pression sur la Norvège afin d'obtenir un règlement du conflit qui permettrait l'ouverture du secteur.

Avec l'introduction de la dimension nordique, l'UE a montré un vif intérêt en développant une politique nordique exhaustive. Mais ses initiatives ont été essentiellement dirigées vers la région baltique, qui est au delà du cadre de cet article. Cependant, à plusieurs occasions, l'UE a montré un intérêt prononcé pour le développement des ressources d'hydrocarbure et de l'infrastructure pour le transport d'énergie dans le Nord, et cet aspect est devenu une partie de la politique de l'UE afin de diversifier ses approvisionnements de pétrole. Avec l'expérience négative des marées noires en Europe ces dernières années, l'accent a été mis sur le renforcement des mesures de sécurité sur le plan de l'environnement dans les exploitations situées au Nord.

D'une perspective européenne, l'approvisionnement stable en gaz russe est un facteur d'importance primordiale. La Russie fournit approximativement un quart de la consommation française de gaz et plus d'un tiers pour l'Allemagne. Elle a aussi des parts de marché élevées en Italie, et domine totalement le marché du gaz en Finlande aussi bien qu'en Europe de l'Est et Centrale. Jusqu'ici, les approvisionnements ont été suffisants, mais il y a des signes qui laissent penser que Gazprom a des problèmes pour maintenir sa production. La position financière difficile de la compagnie, provoquée par sa volonté de maintenir un système intégré considérable de gazoducs et de fournir les particuliers sans être autorisé à couvrir ses coûts, est un souci croissant. Les producteurs indépendants de gaz sont nécessaires pour maintenir et augmenter les niveaux de production. Dans cette perspective, les réserves proches de l'Europe deviennent stratégiques plus-tôt que prévu.

Les ressources de pétrole dans le Grand Nord sont sans conteste très importantes pour les futurs approvisionnements en énergie de l'Europe. Le partenaire principal sera sans aucun doute la Russie, mais la coopération avec la Norvège peut également permettre de réaliser un développement sûr et prévisible, au-delà de l'importance des approvisionnements du plateau continental norvégien. Pour la Norvège, il est essentiel non seulement que les questions sur l'environnement puissent être bien comprises au sein de l'UE, mais également que l'on reconnaisse son rôle clé dans la gestion des ressources dans le Nord.

Les compagnies occidentales de pétrole et de gaz regardent de plus en plus vers l'Europe du Nord pour les nouvelles réserves et opportunités commerciales, et émergent comme une force d'entraînement qui peut façonner le futur de la région. Cependant, il y a une variation considérable de leur niveau d'intérêt et d'implication, ainsi que de leurs stratégies.

Les compagnies norvégiennes sont parmi le plus motivées. Statoil et Hydro voient la mer de Barents comme un domaine stratégique pour leurs opérations, incluant à la fois le côté norvégien ainsi que le partie russe. Les deux compagnies possèdent la technologie de pointe sur les travaux.

Parmi toutes les compagnies américaines, ConocoPhillips, est sans nul doute de loin la plus ambitieuse dans la région. Elle a prise une participation dans Lukoil, et les deux entreprises ont créés un joint-venture en participation dans Timan-Pechora. ConocoPhillips s'est également rapproché de Gazprom au sujet de Shtokmanovskoye. ExxonMobil et ChevronTexaco, tout comme leurs contreparties européennes Shell et BP, se sont jusqu'ici concentrés principalement sur l'Extrême-Orient, mais sont susceptibles de suivre les développements récents avec un intérêt croissant.

Parmi les compagnies européennes, Total est celle la plus fortement impliquée - du côté norvégien et russe à Snøhvit et Timan-Pechora, et est pressentie comme associé potentiel dans Shtokmanovskoye. Jusqu'ici, Gaz De France, le groupe d'ENI, de RWE Dea et de BG se sont principalement impliqués sur la partie norvégienne de l'étagère, alors que Eon Ruhrgas est proche de Gazprom et est peut être ainsi bien placé si Gazprom intensifie ses activités en mer de Barents.

Les entreprises sont naturellement importantes non seulement en tant qu'acteurs directs. Elles influencent également les politiques gouvernementales, alors qu'en même temps - jusqu'à un certain point – elles sont influencées par leur gouvernement dans leur propre pays. Avec la disparition des limitations opérationnelles provenant de la guerre froide, une question importante est la façon dont les compagnies perçoivent la légitimité des contraintes émanant des conflits juridictionnels et des sensibilités environnementales. C'est une question cruciale pour un petit pays avec de vastes intérêts territoriaux et économiques dans la région.

Bilatéralisme et multilatéralisme

Suite au développement des relations bilatérales entre la Norvège et la Russie - la bonne gestion de la pêche, les normes environnementales et les standards de sécurité pour l'exploitation et le transport de pétrole et de gaz - seront essentiels pour assurer une pérennité optimale des ressources dans le Nord. Cependant, la Norvège a traditionnellement été réticente aux arrangements qui aurait pour résultat de la laisser seule face à son grand et puissant voisin oriental. Pour équilibrer ses relations avec la Russie, et en conformité avec sa ligne politique sur les accords multilatéraux, le gouvernement norvégien (l'ancien et le nouveau) ont plaidé la nécessité de développer d'autres alliances avec ses alliés traditionnels afin de trouver un terrain d'entente concernant les développements dans le Nord. Il pourrait être exagéré de nommer cette politique une gestion « une multilatéral » des ressources, mais

clairement il y a une véritable volonté de discuter ouvertement des questions qui ont été jusqu'ici considérées comme extrêmement sensibles.

Comme cet article l'a montré, il est également certain que d'autres pays occidentaux pourraient avoir des intérêts contradictoires dans le Nord. Davantage de clarification des intérêts de chacun, des priorités et des objectifs et un dialogue politique soutenu sont plus que nécessaires pour réaliser une compréhension mutuelle, afin de pouvoir sécuriser une gestion saine et des solutions politiques tout en maintenant le calme et la stabilité dans la région. Ceci est vrai pour tous les alliés occidentaux, y compris la Norvège.